

CGT – SNU – FO - SUD

18 octobre : toutes et tous en grève !

Nous connaissons désormais tous les grands traits du projet de fusion ANPE - UNEDIC, avec un calendrier extrêmement serré (aboutissant à la fin de l'année).

C'est un projet de *fusion organique*, un processus de *fusion totale* qui va bien au-delà d'un simple rapprochement des réseaux opérationnels.

Nous appelons l'ensemble des personnels de l'Agence à s'opposer à cette fusion, pour les raisons suivantes :

- Nous critiquons le **caractère fallacieux d'un schéma** qui se présente comme une amélioration du « service aux usagers », pour une plus grande « efficacité » dans la lutte contre le chômage. La réalité est toute autre : c'est une véritable machine coercitive à l'encontre des chômeurs afin qu'ils acceptent n'importe quels emplois à n'importe quelles conditions.
- **les missions du service public de l'emploi et l'indemnisation** doivent demeurer séparées. Un organisme « fusionné » chargé à la fois du placement, de l'indemnisation et des sanctions ne pourra être que « juge et partie », au détriment des demandeurs d'emploi et des agents.
- **Le statut** programmé pour le nouvel établissement fusionné (au *caractère indéterminé et sui generis*) permettra de faire tout et n'importe quoi : c'est une véritable privatisation et une casse du service public.
- De plus, **la structure régionale** du nouvel organisme est également indéterminée. Ce qui rend possible une régionalisation brutale cassant le caractère national du service public.
- **Un statut de droit privé** sera imposé aux nouveaux recrutés. Malgré la présentation se voulant rassurante du Directeur Général, nous pouvons avoir de fortes inquiétudes sur l'avenir de celles et ceux qui souhaiteront garder leur statut d'agent public.
- **Concernant les effectifs**, les propos toujours « rassurants » du DG et des Tutelles sont contredits par les déclarations de C. Lagarde : « Nous devons suivre dans ce domaine la même logique que nous appliquons à l'ensemble de l'Etat, celle d'une gestion rigoureuse, soucieuse d'éviter les doublons et d'améliorer les performances ».

- **Le projet Lagarde comporte un objectif de « redéploiement des moyens »** (sic). En d'autres termes, cela signifie pour le personnel changements de lieu de travail et mobilité forcée.
- **Sur la question des conditions de travail :** la « fusion » est synonyme de déqualification, d'entretiens minutés, cadencés par l'informatique, tout cela en étant surveillés, contrôlés, évalués en permanence (conditions que dénoncent actuellement les salariés des Assedic).

Ce projet s'inscrit dans une série d'attaques globales contre tous les droits sociaux et le Service Public :

- attaque contre les régimes spéciaux, première étape d'une nouvelle « réforme » des retraites avec 41 ans de cotisations pour tous !
- contrat de travail unique, qui signifierait la disparition pure et simple du CDI.
- Désindexation du SMIC
- Franchises médicales
- Mise à mal de la Fonction publique : démantèlement des statuts, diminution drastique des effectifs et perte de pouvoir d'achat

La situation actuelle impose de ne pas rester isolés.

D'autant plus que le projet de fusion est omniprésent dans les discours gouvernementaux et médiatiques : **notre mobilisation le 18 octobre ne passera pas inaperçue !**

Le 18 octobre marque la première étape de l'indispensable mobilisation de grande ampleur à laquelle nous appelons tous les agents de l'ANPE

Afin d'analyser collectivement les projets en cours, de déterminer les modalités d'actions de lutte, **participez aux Assemblées Générales, aux heures mensuelles d'information.**

Pour le Service Public toutes et tous en grève

Jeudi 18 octobre 2007

Paris le 9 octobre 2007